

## Les Américains honorent la mémoire de John F. Kennedy

WASHINGTON (AFP, Reuter) - De Dallas à Washington, de Boston à Hyannis Port, résidence familiale des Kennedy, la mémoire de John Fitzgerald Kennedy, 20 ans jour pour jour après sa mort, a été honorée hier par les Américains qui se sont souvenus avec émotion du bref moment d'éclat que fut sa présidence.

Tout au long de la journée, cérémonies publiques et privées se sont succédées dans le cimetière national d'Arlington, où JFK repose près de son frère Robert, dans son église de Georgetown, le quartier résidentiel de Washington, et dans sa résidence du Massachusetts, où sa veuve, Jacqueline Bouvier-Kennedy-Onassis, est restée aux côtés de sa belle-mère, Rose Kennedy, aujourd'hui âgée de 93 ans.

L'heure n'était plus au débat historique sur les 1 000 jours de la présidence Kennedy mais au souvenir de l'instant tragique, qui, à Dallas le 22 novembre 1963, pétrifia les Etats-Unis.

Les chaînes de radio ont diffusé régulièrement hier le flash d'information annonçant l'incroyable nouvelle et ont multiplié les interviews d'Américains, se souvenant avec précision des circonstances dans lesquelles ils ont appris la tragédie de Dallas.

A Washington, le président Ronald Reagan, le leader de l'opposition démocrate Thomas O'Neill et la famille de John Kennedy se sont réunis pour une messe solennelle, retransmise en direct par toutes les chaînes de télévision.

L'archevêque de Washington, Mgr James Hickey, a affirmé que «les espoirs que John Kennedy a créés sont toujours présents dans nos cœurs», tandis que Caroline Kennedy, qui va fêter son 26<sup>e</sup> anniversaire, a lu des extraits des discours de son père.

Le sénateur Edward Kennedy a prononcé l'éloge funèbre de son frère Jack qui, a-t-il dit, «a rendu l'Amérique plus jeune et le monde plus neuf: il ne nous a jamais quittés et ne nous quittera ja-

mais», a déclaré le seul survivant des trois frères Kennedy. Mille années se souviendront de ses 1 000 journées à la Maison blanche, a-t-il dit.

«Quand on nous l'a enlevé, la planète fut plus unie dans la douleur qu'elle le fut jamais par un grand dessein et on a pleuré à Moscou comme à Boston et à Dallas», a-t-il ajouté.

Dans une déclaration écrite, le président Reagan a évoqué le sourire éclatant de John Kennedy, en rendant hommage à un président qui s'était voué à une Amérique forte et à la recherche de l'excellence pour tous les Américains.

Le sénateur Ted Kennedy a exprimé au président Reagan les remerciements de sa famille pour sa «bonté» et le chef de l'Etat a serré la main à chacun des membres de la famille.

La famille de JFK et une poignée d'amis proches s'étaient auparavant réunis dans le cimetière d'Arlington pour déposer des roses jaunes et blanches sur la tombe de John Kennedy, où brûle une flamme éternelle. M. Tadgh O'Sullivan, ambassadeur d'Irlande, pays dont est originaire la famille Kennedy, fut un des premiers à déposer une immense gerbe.

Dans l'après-midi, le violoniste Isaac Stern, le violoncelliste Mstislav Rostropovitch et la soprano Grace Bumbry devaient participer à un concert gratuit organisé au Centre Kennedy, le centre culturel de la capitale fédérale.

Dallas, qui depuis 20 ans vit avec la honte d'avoir été le site de l'assassinat, s'est aussi souvenu et une messe a été célébrée au mémorial Kennedy, à deux pâtés de maison de l'endroit où fut tué John Kennedy.

Le Parti démocrate local avait invité d'innombrables personnalités à travers le monde, notamment le pape Jean-Paul II. La plupart ont décliné l'invitation, comme Edward Kennedy qui ne s'est pas rendu à Dallas depuis le



Les membres de la famille Kennedy se recueillent sur la tombe du président John Kennedy, au cimetière national d'Arlington, à l'occasion du 20<sup>e</sup> anniversaire de son assassinat. téléphoto PA

jour de l'assassinat.

Mais Dallas veut oublier et cette messe aura été la dernière célébrée le jour de la mort de JFK. Dorenavant, la ville commémorera l'anniversaire de la naissance de John Kennedy.

Dallas rejoint ainsi l'avis de Theodore Sorensen, l'un des plus proches collaborateurs du président assassiné, qui écrivait hier dans le *New York Times* que la vie de John Kennedy, malgré sa brièveté, fut pleine de significations, tandis que sa mort, bien que tragique, n'en a aucune.

Dans un autre editorial, le quotidien de New York soulignait la jeunesse de John Kennedy et des partisans de la nouvelle frontière, et relevait que JFK, s'il avait vécu, serait six ans plus jeune que l'actuel occupant de la Maison blanche.

Ce n'est peut-être pas tant M. Kennedy dont les Américains se souviennent avec nostalgie, a écrit pour sa part le *Washington Times*, que la puissance et l'innocence de leur pays à cette époque.



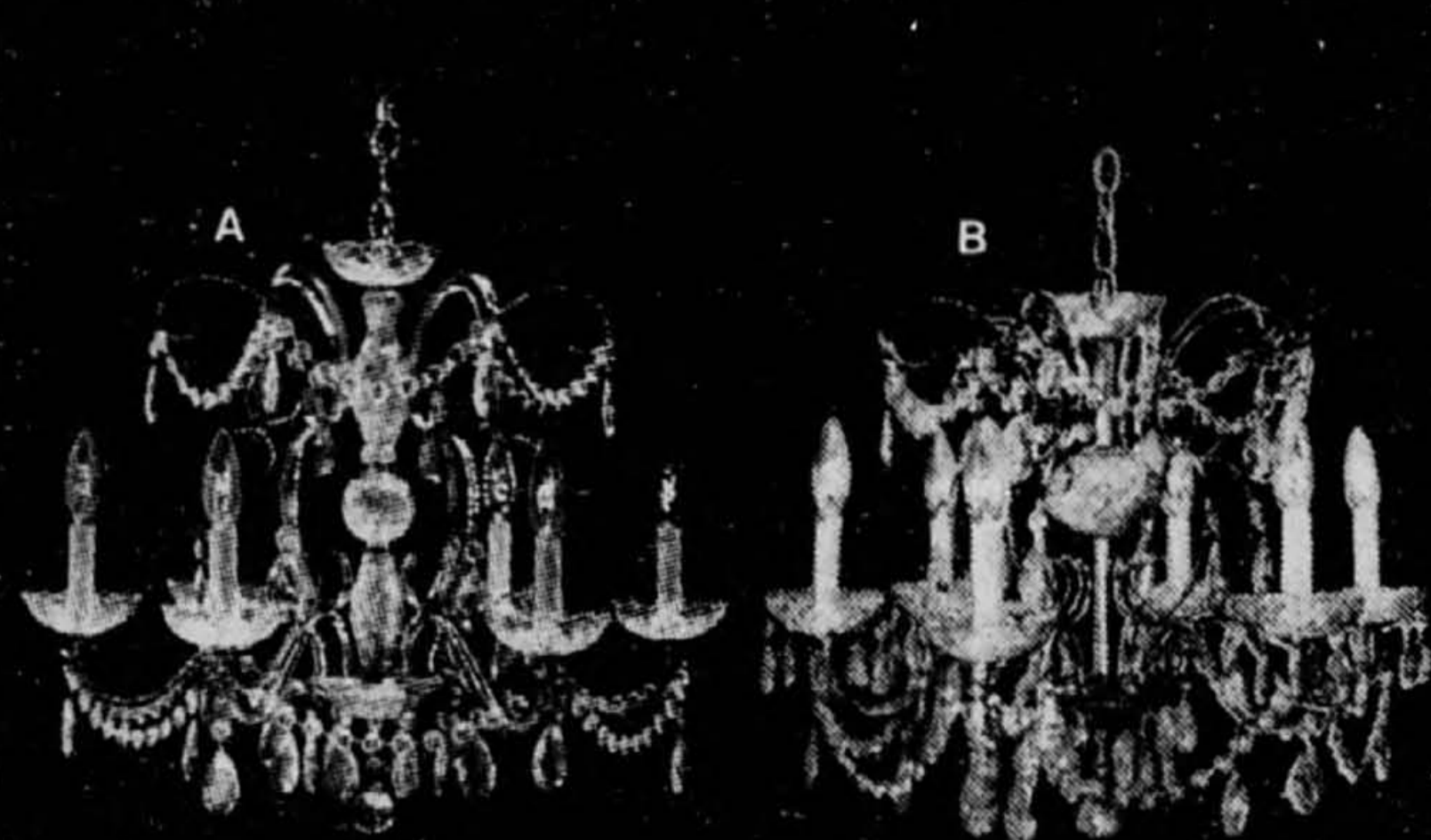
Le président Reagan s'entretient avec le sénateur Ted Kennedy et Caroline Kennedy à la sortie de l'église de la Sainte Trinité à Washington. téléphoto PA

# LA FOIRE DE LUMINAIRES DE VERRE

## un rabais de 20%

S'APPLIQUE SUR TOUS LES LUMINAIRES DE PANNEAUX DE VERRE, DE CRYSTAL OU DE VERRE TAILLÉ, A PRIX RÉGULIER ÉTIQUETÉS À CET EFFET EN MAGASIN.

PLUSIEURS AUTRES LUMINAIRES A PRIX VRAIMENT SPÉCIAUX EN MAGASIN!



A-CHANDELIER DE VERRE TAILLE, 6 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$84.95**

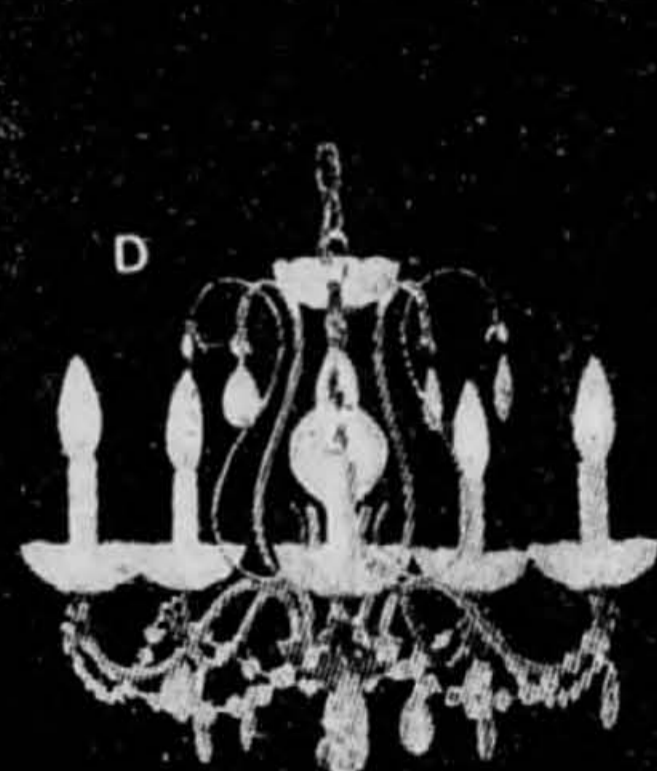
B-CHANDELIER DE VERRE TAILLE, 6 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$134.95**



C-CHANDELIER DE VERRE TAILLE, 6 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$199.95**



D-CHANDELIER DE VERRE TAILLE, 5 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$59.95**



E-CHANDELIER DE VERRE TAILLE, 5 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$99.95**

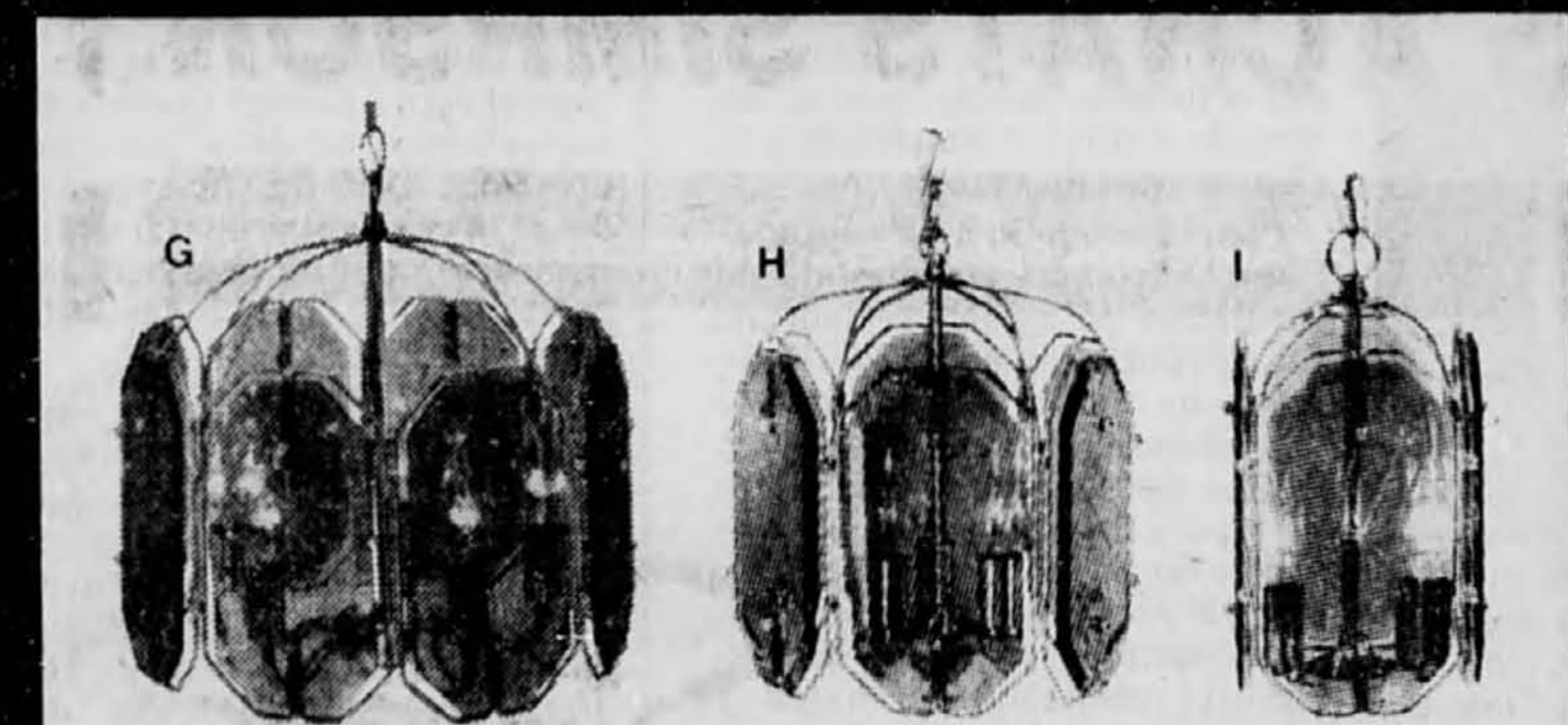
### NETTOYEUR DE CRYSTAL

- NETTOYEUR POUR CHANDELIER DE CRYSTAL ET DE VERRE TAILLÉ
- FACILE D'EMPLOI
- PAS D'ESSUYAGE REQUIS
- VAPORISATEUR
- GARANTI POUR TOUS LES MATÉRIEL
- NE TERNIRA PAS VOTRE LUMINAIRE



F- NETTOYEUR POUR LUMINAIRE DE VERRE 16 OZ.

**SPECIAL \$4.95**



G- LUMINAIRE DE PANNEAUX DE VERRE BISEAUTÉ, 5 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$79.95**

H- LUMINAIRE DE PANNEAUX DE VERRE BISEAUTÉ, 3 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$59.95**

I- LUMINAIRE DE PANNEAUX DE VERRE BISEAUTÉ, 2 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$44.95**

J- LUMINAIRE DE MÉTAL ET PANNEAUX DE VERRE BISEAUTÉ 2 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$69.95**

K- LUMINAIRE DE MÉTAL ET PANNEAUX DE VERRE BISEAUTÉ 6 LUMIÈRES.

**SPECIAL \$119.95**

L- LUMINAIRE DE MÉTAL ET PANNEAUX DE VERRE BISEAUTÉ 6 LUMIÈRES. PLUS 1 REFLECTEUR SOUS LA COLONNE CENTRALE

**SPECIAL \$169.95**

## boiteau luminaire

*Embellit la lumière*

6525 DECARIE 735-4631

NOUVEAU MAGASIN: 3130 CHEMIN DE CHAMBLAY LONGUEUIL, 651-3620

CARREFOUR LAVAL MAIL CHAMPLAIN GALERIE D'ANJOU

# Euromissiles: après le feu vert de Bonn, l'URSS pourrait se retirer de Genève

d'après Reuter, AFP, UPI

Peu après que le Parlement ouest-allemand eut voté hier soir à une forte majorité, soit 286 voix contre 226, pour que commence le déploiement immédiat des missiles américains de croisière et des fusées Pershing-2, tout indiquait - selon des sources proches de l'Alliance atlantique - que l'URSS mettrait à exécution sa menace de rompre les négociations de Genève sur les euromissiles.

A Washington, le président Reagan a toutefois déclaré, en réponse à des journalistes, qu'il ne pense pas que les Soviétiques quittent la table de négociations. Après une pause, il ajoutait: « Pas de façon définitive, s'ils le font. » Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU, M. Javier Perez de Cuellar, a appelé les Etats-Unis et l'URSS à ne pas rompre les négociations.

Moscou a délibérément maintenu l'incertitude en refusant de dire clairement si, comme on s'y attend, elle romprait les négociations si le Bundestag (Parlement ouest-allemand) votait en faveur du déploiement des Pershing-2, attendus en pièces détachées dès aujourd'hui en RFA. Le président Youri Andropov avait souligné que l'apparition des euromissiles en Europe occidentale rendrait futile la poursuite des négociations de Genève sur la limitation des armes à moyenne portée. L'URSS a en outre indiqué que le vote du Bundestag devait être considéré comme un tournant.

Hier, négociateurs américains et soviétiques aux négociations START, sur la limitation des missiles intercontinentaux, se sont rencontrés pendant une heure à Genève et ont annoncé leur intention de poursuivre leurs négociations mardi prochain. Tout

comme les négociations sur les euromissiles, les START sont dans l'impasse actuellement.

Les Etats-Unis et leurs alliés de l'OTAN déploieront comme prévu les euromissiles, a assuré hier le secrétaire à la Défense américain, M. Caspar Weinberger. Il a écarté l'idée d'une pause exceptionnelle destinée à parvenir à un accord aux négociations de Genève sur les armes de portée intermédiaire. Les Etats-Unis et l'URSS ont de nouveau dénoncé hier l'intention de l'URSS de maintenir un « monopole » dans le domaine des euromissiles.

C'est un secret de Polichinelle que les 108 Pershing-2 seront déployés dans trois bases américaines dans un rayon de 100 km autour de la ville de Stuttgart. Ces engins, que la RFA sera la seule à déployer, peuvent atteindre à de très faibles altitudes Moscou ou Leningrad en six ou huit minutes. De source informée, on si-



Helmut Kohl: feu vert

gnale que les fusées attendues aujourd'hui seront simplement installées et ne deviendront opérationnelles que fin décembre afin de garder une marge de manœuvre dans les négociations avec Moscou.

C'est après vingt-six heures de débat que le gouvernement de coalition du chancelier Helmut Kohl l'a emporté sur l'opposition social-démocrate et du parti des Verts. Il n'y a eu qu'une abstention. La coalition comme l'opposition ont quasiment fait le plein de leurs voix. Il n'y a eu ni grandes manifestations ni gros heurts au cours du débat. La police anti-émeutes a dispersé quelque 300 manifestants criant des slogans anti-américains dans la zone du Parlement. Il y aurait eu plus de 150 arrestations.

Au cours du débat, l'ex-chancelier Willy Brandt a affirmé que le parti social-démocrate dira toujours « non » à de nouvelles ar-

mes, mais « oui » à l'OTAN et à l'amitié avec les Etats-Unis. « Mais nous ne serons pas mis au pied du mur par (le président) Reagan ». Son parti accuse le chef d'Etat américain de ne pas vouloir négocier sérieusement à Genève.

Pendant que le Bundestag siégeait, le Parlement norvégien rejetait hier à une voix de majorité près une motion de l'opposition demandant qu'Oslo ne soutienne pas le déploiement des euromissiles en Europe de l'Ouest. Des échauffourées ont éclaté à l'extérieur du Parlement. A Copenhague, la vie s'est arrêtée pendant cinq minutes, la population ayant répondu à un débrayage à l'appel de la principale centrale syndicale pour protester contre les armes nucléaires. Le Danemark a décidé de ne pas accueillir de missiles nucléaires en temps de paix.

## COURSE CONTRE LA MONTRE POUR SAUVER TRIPOLI

# Les dissidents donnent 72 heures à Yasser Arafat pour quitter la ville

d'après Reuter, AFP, AP et UPI

Dans le camp de réfugiés de Badaoui, au Nord-Liban, que les loyalistes de l'OLP admettent avoir définitivement perdu, le chef du FPLP-CG prolibyen, Ahmad Jibril, a averti hier que les dissidents palestiniens pénétreraient dans Tripoli pour y déloger Yasser Arafat si celui-ci ne quittait pas la ville « dans quatre à cinq jours ».

Le chef de l'opposition libanaise Walid Joumblatt, à Alger, et le président de l'Assemblée nationale Kamal al-Assad, à Beyrouth, demandaient entre-temps à Arafat et aux dissidents de quitter Tripoli et de régler leur différend au sein du Fath et de l'OLP dans l'intérêt même de la cause palestinienne.

Une délégation mandatée par les plus hautes autorités sunnites du Liban et dirigée par l'ancien premier ministre Selim al-Hoss se rendait à Tripoli pour y rencontrer Arafat et le cheikh Saad Chabaane, chef des milices pro-Arafat et antisyriennes du mouvement sunnite Towhid.

Après l'enfer des derniers jours, un cessez-le-feu de fait, ponctué de quelques tirs d'artillerie, régnait hier dans la ville, dont les 500 000 habitants en profitaient pour fuir vers le sud à bord de voitures et de camionnettes chargées de matelas et d'ustensiles de cuisine.

« Les dissidents, soutenus par la Syrie et la Libye, massent des troupes pour attaquer de nouveau », a déclaré Abou Jihad, chef militaire des loyalistes.

Le porte-parole des dissidents palestiniens à Damas, Mahmoud Labadi, a dit espérer que la

phase militaire des affrontements avec les loyalistes de Yasser Arafat à Tripoli était maintenant terminée et que des négociations allaient s'ouvrir.

Plusieurs initiatives diplomatiques s'entrecroisent pour tenter de transformer le cessez-le-feu non officiel en une paix moins précaire et, surtout, pour sauver Tripoli.

Le prince Saoud al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, arrivait à Damas tandis que le prince héritier Abdallah, chef de la Garde nationale, qualifiait, à Koweït, les dissidents palestiniens de « vils traîtres » qui veulent « réaliser les objectifs d'Israël ».

Une mission des Non-alignés séjourne également à Damas tandis qu'une délégation de l'OLP conduite par Farouk Kaddoumi, proche conseiller d'Arafat, arrivait à Moscou. Abou Iyad, no 2 du Fath, est attendu à Ryad au retour de Damas du ministre saoudien des Affaires étrangères.

À Beyrouth, après une nuit de plastiquages en série contre des établissements commerciaux du secteur ouest, le 40<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance du Liban était marqué par des accrochages à l'arme lourde entre miliciens chiites et soldats libanais dans la banlieue sud.

L'aviation israélienne survolait la capitale libanaise et les forces israéliennes imposaient de nouvelles restrictions aux déplacements sur les ponts de l'Awali, au Sud-Liban. De source militaire israélienne, on indiquait que l'armée syrienne a installé de nouvelles batteries anti-aériennes



Ahmad Jibril, chef dissident palestinien pro-libyen, a exigé le départ d'Arafat de Tripoli dans les 72 heures. téléphoto UPI

aux confins des zones sous leur occupation respective.

À Washington, où le président Reagan recevait son homologue israélien Chaim Herzog, en prévision de la visite du premier ministre Yitzhak Shamir, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger affirmait, pour la première fois publiquement, que les récents attentats massifs contre les contingents américain et français de la Force multinationale (FM) au Liban avaient été « approuvés par la Syrie ».

À Alger, Walid Joumblatt, démentant tout contact avec des dirigeants israéliens, décrivait la Syrie comme « le dernier maillon solide et dur de la cause arabe alors qu'une véritable armada est massée au large de ses côtes ».

À Damas, Mahmoud Labadi déclarait que « l'OLP ne passera pas sous contrôle syrien » et que l'objectif des dissidents est clair: « la Révolution palestinienne va entrer dans une phase plus dure, plus anti-américaine ».

Le porte-parole des dissidents, qui avait été celui d'Arafat lors du siège de Beyrouth par l'armée israélienne l'an dernier, a affirmé qu'« au cours des neuf dernières années, le chef de l'OLP a reconnu de facto Israël, il s'est prononcé pour un Etat palestinien en Cisjordanie et Gaza, il a accepté de quitter Beyrouth, il a fait des grandes concessions dans le sens de la modération en croyant que les Etats-Unis lui offriraient quelque chose, mais il n'a rien obtenu: il faut qu'il parte ».

## Londres dépêche 250 soldats en Ulster

d'après AP, UPI, AFP et Reuter

Réagissant à l'attentat anti-protestant de dimanche dans une église pentecôtiste de Darkley, les autorités britanniques ont dépêché hier 250 soldats supplémentaires à la frontière entre les deux Irlande et annulé toutes les permissions pour permettre à l'armée et la police de rechercher les auteurs de l'attaque à la mitrailleuse qui fit trois morts et sept blessés.

Le Parti unioniste officielle (OUP-protestant), estimant ces mesures « insuffisantes », annonçait qu'ils maintiendraient son boycottage de l'Assemblée provinciale de Stormont, à toutes fins pratiques paralysée, étant déjà boycottée par les députés catholiques et ne disposant pas du quorum requis pour siéger.

Ken Maginnis, un protestant qui représente aux Communes britanniques la zone frontalière de South Armagh, connue comme « contrée des bandits » et où se trouve le village de Darkley, a révélé qu'il avait rencontré hier, au Stormont, le secrétaire britannique à l'Irlande du Nord, James Prior, pour lui demander d'ordonner l'arrestation et la détention sans procès de terroristes suspects, mais que Prior avait rejeté cette demande.

Les détentions sans procès, inaugurées en 1971 en Ulster, ont été abandonnées en 1976 à la suite de vives critiques locales

et étrangères. Le premier ministre Margaret Thatcher estime que cette pratique a en fait aidé l'IRA à recruter de nouveaux adhérents. La Grande-Bretagne maintient 9 500 soldats dans la province troublée.

L'attentat de Darkley a été revendiqué par la « Force de réaction catholique », une organisation jusque-là inconnue mais dont les autorités pensent qu'il pourrait s'agir d'un front pour l'Armée irlandaise de libération nationale (INLA), une faction marxiste de l'IRA. Dominic McGlinchey, un suspect répondant au surnom de « Mad Dog », figure en tête de liste des personnes recherchées.

L'enterrement de la première des trois victimes de Darkley, Victor Cunningham, 39 ans, a réuni hier le cardinal Tomas O'Fiaich, primat catholique de l'Ulster, le modérateur presbytérien Tom Simpson, l'archevêque anglican John Armstrong, et le président méthodiste Cecil Newell, qui avaient auparavant rendu visite aux familles des trois victimes.

Dans un communiqué commun, les chefs des quatre principales Eglises ulstériennes ont émis l'espoir que leur action serait « un sermon de réconciliation, de paix et de rapprochement pour toutes les communautés qui partagent cette peine et cette tristesse communes ».

## Pologne: pouvoirs accrus pour le général Jaruzelski

d'après UPI, AP, AFP et Reuter

Dans le cadre d'un remaniement ministériel centré sur le marasme de l'économie et la dégradation du climat socio-politique, le général Wojciech Jaruzelski a démissionné hier comme ministre de la Défense, poste qu'il occupait depuis 1968, mais le Conseil d'Etat le nommait aussitôt, et à l'unanimité, commandant suprême des forces armées, l'imposant plus que jamais comme l'homme fort de la Pologne.

Jaruzelski, qui conserve ses fonctions de premier ministre, a été nommé en effet président du Comité national de défense (KOK), un organisme ayant la haute main sur les forces armées polonaises créé lundi seulement par la Diète et doté de prérogatives étendues, y compris celui de décréter si nécessaire et d'administrer l'état d'urgence - ce qui, selon les observateurs, reflète l'inquiétude croissante du régime face à l'opposition clandestine.

Désormais indépendant de l'exécutif, le KOK non seulement s'occupe de tous les problèmes de défense mais intervient aussi sur toutes les questions socio-économiques. Il est habilité à requérir le Conseil d'Etat pour déclarer l'état d'exception, de siège ou de belligérance. En d'autres termes, le KOK est à même de veiller au bon fonctionnement de toute l'économie et d'assurer l'ordre dans les entreprises.

À ce sujet, la Diète a d'ailleurs prorogé hier jusqu'au 31 décembre 1983 le délai (échu le 31 octobre dernier) imparti aux clandes-



Le général Jaruzelski: pouvoirs accrus téléphoto UPI

ti est désormais chargé du Commerce extérieur et non plus de l'économie. De bonne source, on aurait proposé à Madej la présidence de la Banque nationale de Pologne.

Deux nouveaux vice-premiers ministres sont nommés: Zbigniew Messner, chef du Parti ouvrier unifié polonais (POUP-communiste) à Katowice, et Manfred Gorywada, secrétaire au comité central. Messner sera chargé de veiller à l'application des réformes économiques et Gorywada remplace Obodowski à la Commission du Plan.

Contrairement aux supputations, Messner, économiste de formation et ancien recteur de l'Académie d'économie de Katowice, ne devient pas premier vice-premier ministre, mais on estime de source parlementaire qu'il aura la haute main sur l'économie du pays, ce qui en fait de facto le no 2 du régime. Les analystes estiment d'ailleurs que Jaruzelski entend ainsi préparer sa succession, à plus ou moins long terme, au poste de premier ministre.

Le poste de ministre de l'Environnement, qui était vacant, est occupé désormais par Stefan Jaruzelski, un ingénieur de Katowice spécialisé dans les problèmes écologiques et professeur à Zabrze, en Silésie.

Seul autre poste affecté: Sylwester Zawadki quitte le ministère de la Justice pour raisons de santé et il est remplacé par Lech Domeradzki, jusqu'ici président du tribunal de Poznan.

## La CEE envisage de boycotter les produits du nord de Chypre

d'après AFP, Reuter, UPI

Les dix pays de la Communauté économique européenne se sont mis d'accord hier sur le principe d'un boycottage des produits du nord de Chypre, selon le ministre grec des Affaires étrangères, M. Yiannis Haralampoulos. Cependant, on précisait de sources diplomatiques que la décision formelle à cet égard ne pourrait être prise que par le Conseil des ministres des Affaires étrangères de la CEE qui se réunit lundi et mardi à Bruxelles.

Réunis dans la capitale belge mardi, les ministres des Dix ont renouvelé leur refus de reconnaître la proclamation unilatérale de la « République turque de Chypre du Nord », mais sans prendre encore de mesures sévères contre les sécessionnistes et leurs alliés turcs. Ils ont toutefois estimé que l'initiative prise la semaine dernière par les Chypriotes turcs aurait des conséquences inévitables sur le commerce avec le nord de Chypre. La Grèce avait demandé le boycottage officiel de Chypre-Nord et des représailles contre la Turquie.

La CEE est le principal partenaire commercial de Chypre, dont elle absorbe 30 p. cent des exportations, soit 260 millions de dollars en 1982. Ces exportations sont constituées pour moitié de produits agricoles.

Par ailleurs, le ministre turc des Affaires étrangères, M. Ilter Turkmen, a exprimé hier à Washington, après avoir été brièvement reçu par le président Reagan, l'espoir que la position adoptée par Ankara dans la crise chypriote ne nuira pas aux relations entre les Etats-Unis et son pays. « Il est important d'éviter tout malentendu entre Washington et Ankara, car cela pourrait compromettre le programme d'aide militaire et économique à la Turquie », a dit M. Turkmen en conférence de presse.

Le président Reagan a prié le ministre turc de chercher à renverser la proclamation unilatérale d'indépendance de la communauté chypriote-turque, selon un porte-parole de la Maison blanche. C'était le deuxième entretien en deux jours du président avec des protagonistes de la crise chypriote. Il avait rencontré lundi le président de la République de Chypre, M. Spyros Kyprianou.

Devant les journalistes, M. Turkmen a assuré qu'il n'était pas question que le gouvernement turc revienne sur sa décision de reconnaître le nouvel « Etat ». Le ministre a souligné qu'il soutenait les efforts du secrétaire général de l'ONU en vue de relancer les négociations intercommunautaires à Chypre.

D'autre part, la Syrie « rejette la proclamation d'un Etat indépendant chypriote-turc et déplore vivement cette démarche partitionniste », écrivait hier le quotidien syrien Techrine (gouvernement). Le journal souhaite que le peuple chypriote adopte sans interventions extérieures les mesures susceptibles de sauvegarder les droits des deux communautés.

## DÉPÊCHES

**COMMONWEALTH:** Les chefs d'État et de gouvernement des pays du Commonwealth ont commencé hier à arriver à New Delhi où ils doivent participer pendant une semaine, à compter d'aujourd'hui, au 23e sommet du groupe. Les représentants de 42 des 44 pays sont attendus, dont le premier ministre Pierre Trudeau. Le leader canadien devrait présenter ses propositions pour le désarmement et la sécurité internationale. Les discussions seront centrées notamment sur le développement d'un nouvel ordre économique et financier international, les problèmes de Chypre, de Grenade et de la Namibie.

**SUÈDE:** Les autorités suédoises ont interdit l'importation de matériel militaire sud-africain à la suite de la découverte de quatre conteneurs remplis d'éléments d'ordinateur destinés, selon Washington, à l'URSS. «Il est important que la Suède, pays neutre, ne devienne pas la voie de transit du trafic illégal d'équipements stratégiques», a dit le ministre du Commerce extérieur. Il n'a pas exclu que les conteneurs contiennent du matériel militaire dont Washington a interdit la vente à Moscou.

**DÉTOURNEMENT:** Sept personnes ont été tuées à la suite d'une fusillade à bord d'un avion soviétique que huit pirates avaient tenté de détourner vendredi dernier en Géorgie pour l'obliger à se poser en Turquie, a-t-on appris de source soviétique informée. Les pirates et un couple de nouveaux mariés sont montés dans l'avion à Tbilissi après un mariage. On ne sait pas si les mariés étaient partie du complot ou s'ils ont été utilisés comme otages. Trois membres de l'équipage, trois passagers et l'un des pirates ont été tués et les sept survivants ont été arrêtés.

**HERZOG:** Le président Reagan a rencontré hier le président israélien Chaim Herzog à qui il a réaffirmé l'engagement inébranlable des États-Unis à la sécurité d'Israël. Pour sa part, le président israélien a présenté à M. Reagan l'évaluation que fait Jérusalem de la situation «très fluide» au Moyen-Orient et a discuté avec lui des possibilités de faire avancer la paix dans cette région. Cette visite précède celle que doivent faire la semaine prochaine le premier ministre Yitzhak Shamir et son ministre de la Défense, M. Moshe Arens.

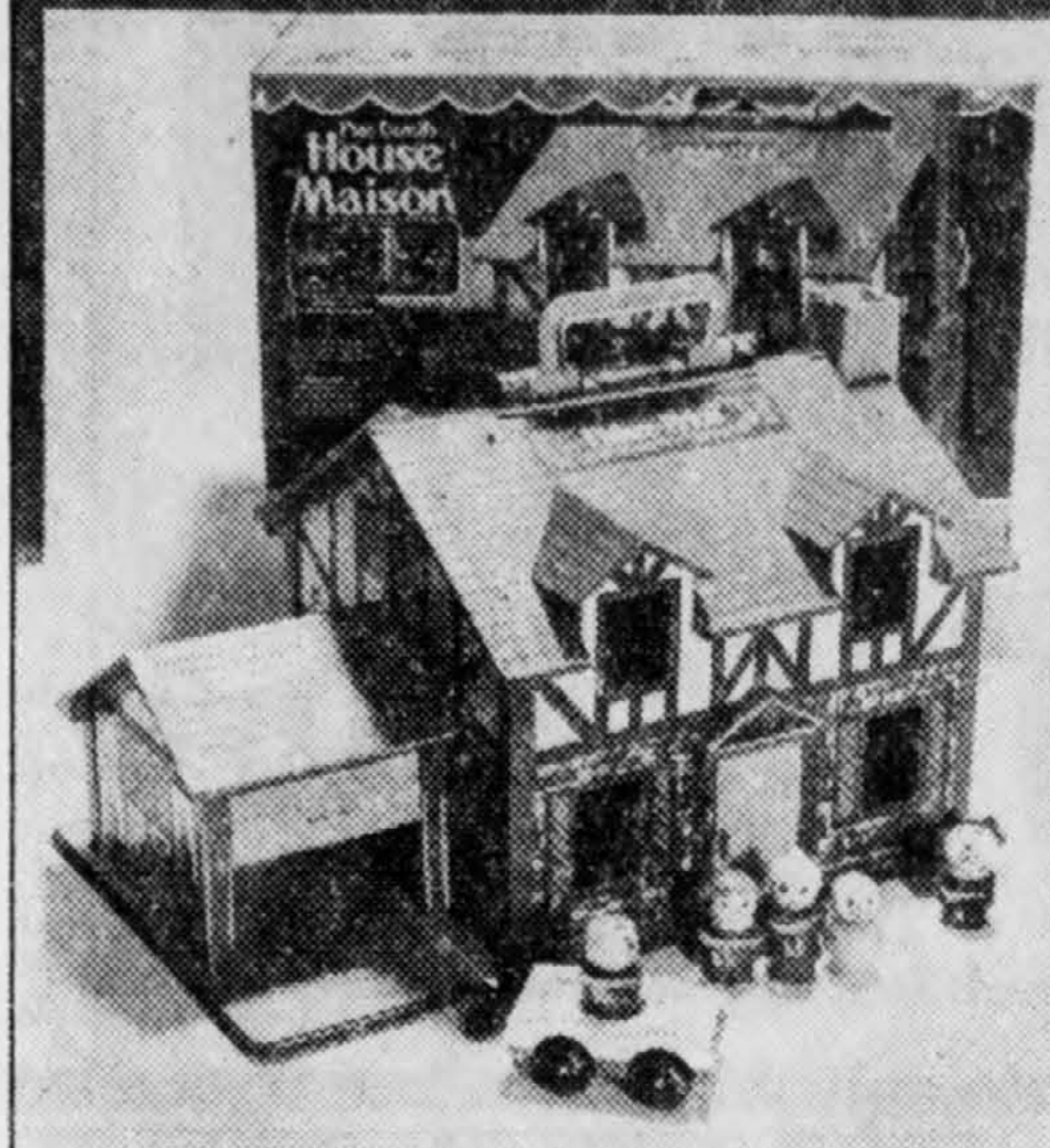
**ARGENTINE:** L'un des principaux physiciens nucléaires du Brésil, le professeur Roberto Hukai, de l'Université de Sao Paulo, estime que l'Argentine a encore besoin d'au moins trois ans pour fabriquer sa première bombe atomique, une fois prise la décision politique de mettre au point cette arme. Les responsables argentins ont annoncé que leur pays avait acquis la maîtrise technologique nécessaire pour fabriquer de l'uranium enrichi, nécessaire pour la mise au point de l'arme nucléaire.

**PROCHE-ORIENT:** le président syrien, M. Hafez al-Assad, a reçu hier plusieurs responsables politiques et militaires de son pays avec lesquels il a examiné les derniers développements de la situation au Proche-Orient, a indiqué l'agence syrienne d'information Sana, sans préciser le lieu de la rencontre. Pour sa part, le conseiller de presse du président, M. Assaad Kamal Elias, a déclaré que le chef de l'État est en très bonne santé. Il a démenti les rumeurs selon lesquelles M. Al-Assad aurait été victime d'une crise cardiaque et n'aurait pas été opéré d'une appendicite. Le président est hospitalisé depuis le 13 novembre.

**GRENADÉ:** environ 700 soldats américains qui avaient participé à l'intervention à la Grenade, le 25 octobre dernier, sont arrivés hier à la base de Fort Bragg, en Caroline du Nord, à temps pour célébrer la fête de l'Action de grâces en famille. Après ce rapatriement, le nombre de soldats américains encore stationnés dans l'île est de 3 100. Un total de 6 000 avaient participé à l'invasion. Par ailleurs, le Canada n'a obtenu aucune preuve que le gouverneur général de Grenade, M. Paul Scoon, ait demandé aux troupes américaines d'intervenir dans l'île, a déclaré hier à Ottawa le ministre canadien des Affaires extérieures. Il a fait cette déclaration à la suite de démarches entreprises auprès du sous-secrétaire d'État adjoint des États-Unis, M. Kenneth Dam.

Une vraie  
**vente**  
à tout casser  
bat son plein!

la Baie



Maison pour la famille  
Pour les 2 à 6 ans. **32<sup>88</sup>** ch.



Pupitre de jeux  
Pour les 3 à 8 ans. **16<sup>99</sup>** ch.



Camion-benne grand routier.  
Pour les 2 à 6 ans.

**16<sup>99</sup>** ch.

Ici on joue sûr!  
Avec les Fisher-Price  
et les bas prix la Baie.

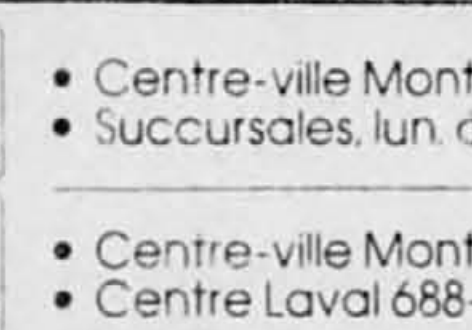


Boule Carillon  
Pour les 3 mois à 3 ans. **9<sup>99</sup>** ch.



Xylo-tambour  
Pour les 9 mois à 3 ans. **10<sup>99</sup>** ch.

Commandes téléphoniques: 842-6261. Jouets, rayon 762. En vigueur jusqu'au 26 novembre.



• Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h  
• Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Centre Rockland 739-5521  
• Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

la presse

100 ans

# AUTOBAINES

Consultez les

**AUTOBAINES**

dans les annonces classées de

**LA PRESSE**

• **AUTOBAINES** est une rubrique dans la section des annonces classées de LA PRESSE.

• **AUTOBAINES** regroupe toutes sortes d'automobiles et souvent à des prix d'aubaine.

• **AUTOBAINES** vous offre aussi l'occasion d'annoncer à des prix plus qu'intéressants.

• **AUTOBAINES**, c'est 6 parutions de 2 lignes pour la modique somme de 9,99\$.

N.B.—Vu les conditions particulières de cette offre, aucun changement ne peut être apporté au texte original en cours de publication. On peut, d'autre part, se prévaloir du privilège d'annulation en tout temps à partir de la première publication, mais telle annulation n'altère en rien la facturation qui s'établira obligatoirement sur 6 jours de publication.

**AUTOBAINES**

seulement

**9,99<sup>\$</sup>**

pour 6 jours consécutifs  
2 lignes

Pour insérer vos annonces  
composez

**285-7111**

du lundi au vendredi  
de 8h à 17h

La durée de cette offre est  
pour un temps limité.

# Trente mois de crise économique au Mexique

MEXICO (AFP) — Appauvrissement de 80 pour cent de la population, marginalisation de 30 millions de Mexicains, perte de deux millions d'emplois: le bilan socio-économique est sombre au Mexique, après 30 mois de crise économique, selon une étude publiée lundi par un quotidien de Mexico, El Universal.

Cette étude, basée

notamment sur des documents nationaux, officiels ou universitaires, couvre la période allant de juin 1981 date à laquelle le Mexique, comme les autres pays exportateurs de pétrole, a dû baisser les prix de son brut - à novembre 1983 - onze mois après la mise en place par le gouvernement mexicain d'un plan de reconstruction économique.

Elle indique notamment que de juin 1981 à octobre 1983, les prix ont augmenté de près de 280 pc, quand les salaires ne progressaient que de 148 pc. Pour les dix premiers mois de 1983, la perte de pouvoir d'achat du salaire minimum a été de 27,5 pc, alors qu'elle avait été de 18 pc entre 1977 et juin 1981, ajoute l'étude.

Depuis juin 1981, poursuit-elle, deux millions de personnes ont perdu leur emploi, et pour la majorité d'entre elles, le seul espoir de retravailler se situe en 1985 ou 1986, si les plans gouvernementaux de reprise économique réussissent. Les plus touchés par la crise sont les classes pauvres, les familles vivant avec le salaire minimal

(445 pesos par jour), ou celles disposant du double de cette somme (les classes aisées mexicaines vivent avec environ 20 fois le salaire minimal par mois). Ainsi, selon une étude menée par l'Institut national de la consommation (INC) au Mexique, 11,4 pc de ces personnes modestes ont totalement supprimé la viande de leurs

repas; 7,5 pc les produits laitiers, et 6,7 pc le poisson. L'inflation a en effet particulièrement touché les produits alimentaires: entre juin 1981 à octobre 1983, les oeufs ont augmenté de 233 pc, le pain de 300 pc, l'huile de 297 pc, le riz de 297 pc, le sucre de 290 pc. Dans les dix premiers mois de 1983, la viande et le lait ont augmenté de 96 pc, les fruits et légumes de 119 pc.

Selon l'étude de l'INC, 542 pesos au minimum étaient nécessaires en septembre dernier pour nourrir chaque jour une famille de cinq personnes. Mais, selon l'INC, les familles ne

disposant que du salaire minimum (445 pesos) ne consacreraient de fait que 281 pesos par jour à leur alimentation.

La situation est d'autant plus grave qu'en 1982 déjà, selon les chiffres de l'époque, 40 pc des Mexicains étaient mal nourris. Douze millions de paysans étaient déjà considérés comme vivant dans une misère extrême, 30 pc de la population ne buvait jamais de lait, 15 millions de Mexicains (20 pc de la population) n'avaient pas accès aux services de santé, et 13 millions n'étaient pas scolarisés.

Université de Montréal  
Faculté de l'éducation permanente

La Famille communication et culture offre aux adultes des programmes d'études en **COMMUNICATION**, en **LANGUE** et en **CULTURE**. Ces programmes de premier cycle conduisent à l'obtention de certificats (30 crédits) et de microprogrammes (de 9 à 12 crédits). Ces certificats et microprogrammes sont dispensés **EN COURS DU SOIR**.

## HIVER 1984

### CERTIFICATS (30 crédits)

Communications:  
• Relations publiques • Publicité • Information et journalisme • Sciences de la communication.

Langue et culture:  
• Recherche documentaire et rédaction française • Traduction I • Traduction II • Enseignement du français langue seconde • Culture et civilisation.

### MICROPROGRAMMES (de 9 à 12 crédits)

• Pratique de la grammaire normative  
• Pratique du français et rédaction  
• Rédaction professionnelle.

Date limite d'admission  
et d'inscription: 1er décembre

Demandez l'annuaire

Renseignements:

Faculté de l'éducation permanente  
3335, chemin Queen Mary  
rez-de-chaussée  
343-6090

arts et  
spectacles

c'est la culture mise  
à la portée de tous  
dans La Presse

**BRAVO**

**GAGNANTE  
D'UNE RENAULT  
5 TL 1984**

Monsieur Jocelyn Gaudette, propriétaire du Supermarché Provigo Gaudette & Chartier à Sherbrooke, remet à madame Juliette Thibault le document qui lui permettra de prendre possession de sa nouvelle voiture.

**MADAME JULIETTE THIBAUT  
265 CODÈRE  
SHERBROOKE**

Participez à Loto-Circulaires

LES SUPERMARCHÉS  
**provigo**

**LOTO  
CIRCULAIRES**

## Soutien militaire accru des USA aux forces anticommunistes en Am. Centrale

d'après AFP, AP, UPI et Reuter

Les États-Unis, annonçant que 96 maquisards honduriens entraînés par les Cubains et infiltrés du Nicaragua avaient été «écrasés» par l'armée hondurienne, ont indiqué hier qu'ils envisageaient d'accroître leur soutien militaire aux forces anticommunistes en Amérique centrale.

Le Nicaragua, faisant état de nouvelles attaques antisandinistes à Santo Tomas del Norte et Murupuchi, dans le nord du pays, ainsi qu'à Rio San Juan et San Miguelito, dans le sud, mettait en garde le Honduras et le Costa Rica contre «les provocations et les actions criminelles» des États-Unis «dans le but de provoquer une guerre» entre lui et ses voisins.

Au Salvador, la guérilla annonçait, sans donner de précisions, que «les nouvelles tactiques mises à l'essai» étaient à l'origine de «grandes victoires» remportées ces derniers jours par le FMLN dans l'est du pays, où Radio-Venceremos annonce la capture de 185 soldats et la saisie de 218 fusils en moins d'une semaine.

«La situation militaire au Salvador est mauvaise pour le gouvernement, mais cette situation peut être modifiée si le Congrès accepte d'accorder une aide plus importante à ce pays», déclarait entre-temps, à Washington, le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger.

Il a répété toutefois qu'il n'était toujours pas question d'envoyer des forces américaines au Salvador. En ce qui concerne une éventuelle invasion du Nicaragua, Weinberger, refusant «de répondre à une question hypothétique», a déclaré que les liens de Managua avec Cuba et le monde communiste «inquiètent Washington».

Par contre, Fred Ikle, sous-secrétaire américain à la Défense, de retour d'une tournée en Amérique centrale, révélait hier aux journalistes qu'«un accroissement du rôle militaire des États-Unis au Costa Rica et au Honduras» était envisagé.

Quelque 4 000 soldats américains se trouvent actuellement au Honduras pour des manœuvres qui doivent durer jusqu'à février 1984, et Ikle a indiqué que ces manœuvres pourraient être prolongées.

Il a ajouté qu'un millier d'officiers du génie pourraient être envoyés au Costa Rica pour participer à des travaux d'importance stratégique comme la construction de routes, ce qui porterait à 5 000 le nombre de soldats américains stationnés aux frontières du Nicaragua, où la milice est mobilisée dans la crainte de l'imminence d'une invasion soutenue par les États-Unis.

Il a lui aussi estimé qu'une aide militaire américaine supplémentaire au Salvador était «nécessaire pour aider le gouvernement de ce pays à reprendre l'initiative dans sa lutte contre la guérilla soutenue par le Nicaragua».

En ce qui concerne le Honduras, le porte-parole du secrétariat d'État, John Hughes, a confirmé hier les informations publiées par le Washington Post selon lesquelles les maquisards honduriens formés au Nicaragua étaient basés dans la province d'Olancho et que leur chef, Jose Antonio Reyes Mata, avait été tué.

Hughes a ajouté que l'armée hondurienne était venue à bout de la petite bande de maquisards au terme d'une opération de trois mois. «Cela confirme la politique à long terme de Cuba de développer et de soutenir des mouvements révolutionnaires en Amérique centrale», a-t-il affirmé.

Peter Romero, spécialiste latino-américain du secrétariat d'État, indiquait pour sa part que 22 des maquisards s'étaient rendus aux autorités honduriennes et que beaucoup parmi les autres étaient «morts de faim».

Jose Reyes Mata, a-t-il dit, «a fini comme son prédécesseur Che Guevara». Celui-ci avait été tué en octobre 1967 par l'armée bolivienne, avec l'assistance technique de spécialistes américains.

Enfin, les ambassadeurs du Mexique, du Venezuela, de Colombie et de Panama à San Jose, capitale du Costa Rica, ont indiqué hier que les ministres des Affaires étrangères de ces quatre pays, constituant le Groupe de Contadora, présenteraient un projet de traité de paix pour l'Amérique centrale lors de leur prochaine réunion, à partir du 14 décembre à Panama.

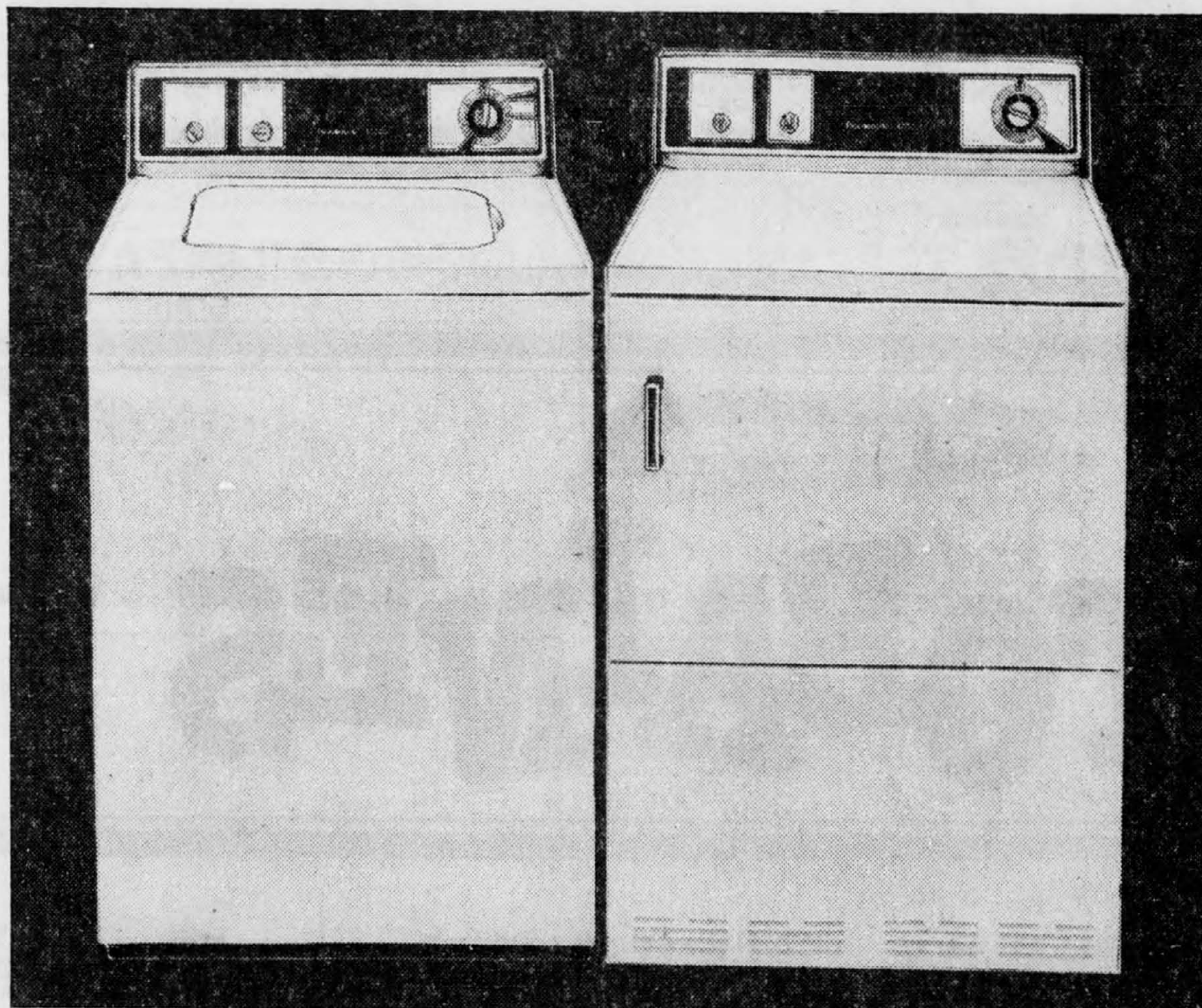
Leurs homologues du Costa Rica, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et du Salvador pourraient y participer. Le projet de traité, ont indiqué les quatre ambassadeurs, a été élaboré sur la base du document en 21 points du Groupe de Contadora ratifié en septembre dernier par les cinq pays d'Amérique centrale.

la Baie

Beaumarck à la Baie...

Il y a gros à épargner!

\$140 de rabais sur ce duo!



Rabais de \$80 sur laveuse automatique à 2 vitesses Beaumarck.

Modèle à 5 combinaisons de température, 4 programmes, 3 niveaux d'eau, filtre à charpie autonettoyant et agitateur très efficace. Blanc ou (10.00 en sus) amande. Modèle 54000.

La Baie, ord. 619,98 **539<sup>98</sup>** ch.

Rabais de \$60 sur sècheuse automatique Beaumarck.

Choix de 3 programmes minutés: ordinaire, ordinaire/automatique et tissu sans repassage; 3 températures: pour linge ordinaire, linge fin et pour donner du moelleux; ventilation sur 4 faces, interrupteur de sécurité. Blanc ou (10.00 en sus) amande. Modèle 64030.

La Baie, ord. 429,98 **369<sup>98</sup>** ch.

Commandes téléphoniques: 842-6261. Électroménagers Beaumarck, rayon 627. En vigueur jusqu'au 3 décembre.

Beaumarck



• Centre-ville Montréal, lun. à mer., 10h à 18h; jeu. et ven., 10h à 21h; sam., 9h à 17h  
• Succursales, lun. à mer., 9h30 à 18h; jeu. et ven., 9h30 à 21h; sam., 9h à 17h

• Centre-ville Montréal 281-4422 • Boulevard 728-4571 • Dorval 631-6741 • Centre Rockland 739-5521  
• Centre Laval 688-8970 • Place Versailles 354-8470 • Place Vertu 332-4550 • Promenades St-Bruno 653-4455

NOUS NOUS RÉSERVONS LE DROIT DE LIMITER LES QUANTITÉS! SPÉCIAUX EN VIGUEUR JUSQU'AU SAMEDI 26 NOVEMBRE 1983, DANS LES SUPERMARCHÉS DU GRAND MONTRÉAL ET SA BANLIEUE, DES LAURENTIDES, DE TROIS-RIVIÈRES ET DE L'ESTRIE. LES PHOTOS NE SERVENT QU'À IDENTIFIER LA MARQUE DE COMMERCE DES PRODUITS ANNONCÉS ET LE TEXTE PRÉVAUT EN TOUTES OCCASIONS.

# LES SUPERMARCHÉS provigo



**FARINE TOUT USAGE PURITY**

SAC DE 2,5 kg + 40% BONI **1.98**



**MÉLANGE À CROÛTE À TARTE MONARCH**

BTE DE 540 g **.88**



**JUS D'ANANAS OASIS PAMPLEMOUSSE OU ORANGE NON SUCRÉ, POMME À L'ANCIENNE POMME PUR OU DÉLICE DU JARDIN**

CONT. DE 1 litre **.79**

CONSULTEZ NOTRE CAHIER PUBLICITAIRE POUR DE NOMBREUX AUTRES SPÉCIAUX.

**Économisez 1\$**

A VOTRE PROCHAIN ACHAT DE **Nice'n Easy** AU MAGASIN LE PLUS PRES **provigo**

Au détail: Sur présentation de ce coupon par le client au moment de l'achat de Nice'n Easy, Clairol rembourse 1\$ après les taxes à l'acheteur sur un maximum de 100\$ de produits. Les factures, prouvant l'achat, doivent être présentées à une caisse de magasin dans les 90 jours suivant l'achat. Les coupons doivent être présentés sur demande. Les coupons doivent être présentés à l'agence de remboursement par le client et non par l'acheteur. Les coupons ne sont pas des titres financiers et ne sont pas émis par Clairol Canada. Le remboursement sera effectué par Clairol Canada. Valable jusqu'au 31 décembre 1983. Pour obtenir le remboursement, contactez Clairol Canada, C.P. 3000, Saint-John, Nouveau Brunswick E2L 4L5. Un seul coupon par article. Coupon remboursable seulement au magasin.



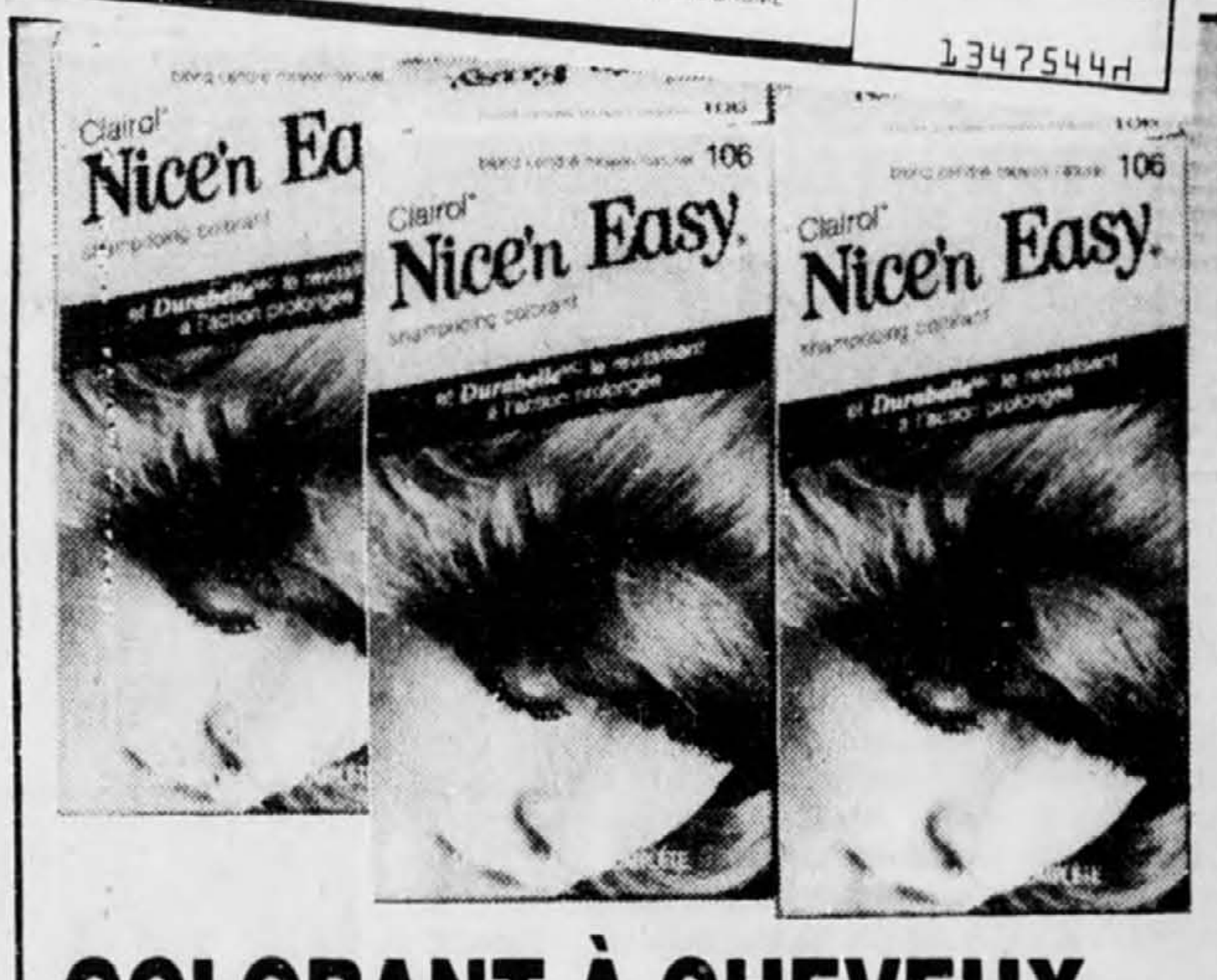
**BOEUF HACHÉ ORDINAIRE**

**.98** /LB **2.16** /kg



**POULET FRAIS CANADA CATÉGORIE A MOINS DE 2 kg**

**1.08** /LB **2.38** /kg



**COLORANT À CHEVEUX CHOIX DE COULEURS NICE & EASY**

L'UNITÉ **4.39**



**BACON DÉCOUENNÉ ORDINAIRE ÉPAIS OU SOUPÇON D'ÉRABLE MAPLE LEAF**

EMB. DE 500 g **1.88**



**POMME DE TERRE DE TABLE DU NOUVEAU BRUNSWICK CANADA NO 1**

SAC DE 20 lb (9,07 kg) **1.98**



**GROSSES BANANES IMPORTÉES**

**.27** /LB **.60** /kg

LES ENSEIGNANTS PROTESTANTS

Oui à la réforme scolaire; non au projet de loi 40

■ D'accord avec les commissions scolaires linguistiques et quelques autres changements proposés par la loi 40, l'Association provinciale des enseignants protestants dit oui à une réforme scolaire mais non au projet de loi 40 qui embrasse trop de domaines et soulève trop d'irritation.

MARIANE FAVREAU

Selon le président de l'association qui regroupe près de 6 000 enseignants des écoles protestantes, M. Harvey Wiener, les modifications au système scolaire devraient se limiter à celles qui peuvent améliorer et rationaliser le système actuel.

Aussi, dans son mémoire qui sera présenté à la commission parlementaire sur l'éducation, l'association se dit-elle d'accord avec des commissions scolaires linguistiques et des écoles publiques communes établies sur une base linguistique. « Les commissions scolaires anglophones doivent permettre l'unification des ressources humaines et financières en vue de mieux servir la communauté anglophone québécoise. Il s'agit de l'un des principaux avantages de ce type de réforme qui ne peut être efficace que si les mêmes principes s'appliquent au niveau de l'école. »

Et c'est ici que les enseignants protestants ne s'accordent plus avec le projet du ministre: « Le projet de loi 40, en laissant la porte ouverte à la prolifération de commissions scolaires dissidentes tout en permettant l'établissement d'écoles catholiques

et protestantes, contredit et infirme ce principe. »

C'est ce que M. Wiener appelle un système hybride, non confessionnel dans sa structure mais confessionnel dans ses écoles. « Le gouvernement ne peut pas plaire à tout le monde en même temps comme il cherche à le faire dans le projet. » On rappelle que le projet d'une école communautaire comme celle qui est prévue est contradictoire avec l'école confessionnelle.

Par ailleurs, l'APEP favorise la diminution du nombre de commissions scolaires et l'intégration du primaire et du secondaire dans les mêmes commissions.

Quant aux pouvoirs des divers agents dans le système scolaire, l'APEP favorise le maintien de commissions scolaires capables de faire l'équilibre entre l'école et le ministère. On veut que les enseignants retrouvent des pouvoirs en rapport avec leurs compétences professionnelles. « Les enseignants sont le cœur de l'éducation et ils ne doivent pas être réduits au niveau de techniciens qui appliquent les décisions prises par d'autres. »

Quant aux parents, l'APEP demande qu'ils soient obligatoirement consultés sur un certain nombre de sujet mais que leur rôle ne soit pas décisionnel.

Dans son analyse des réactions au projet de loi 40, M. Wiener estime qu'il a beaucoup d'opposants mais pour toutes sortes de raisons différentes. La redistribution des pouvoirs, cependant, a réussi à unir la grande majorité des opposants.

SANTÉ ET BIEN-ÊTRE

Un spectacle de Deschamps pour « Info-Cancer »

■ Saviez-vous qu'il y a 20,000 nouveaux cas de cancer enregistrés au Québec chaque année? Et qu'un Québécois sur quatre est susceptible d'être atteint par le cancer sous une ou l'autre de ses multiples formes? Saviez-vous aussi que 35% des personnes souffrant du cancer peuvent être guéries par chirurgie, chimiothérapie ou radiographie?

« Info-Cancer », c'est une centrale téléphonique d'information où les patients atteints de cancer, leurs familles, et les professionnels de la santé pourront trouver une mine de renseignements sur la maladie elle-même, et sur toutes les ressources, organismes, services existant au Québec. La Fondation québécoise du Cancer estime à 100,000 le coût de la mise en place de cette centrale.

Depuis septembre dernier, la Fondation a organisé une levée de fonds, sous le thème « campagne Jean-Rougeau », qui l'a rapprochée de son objectif. Il manquait environ \$30,000 pour réaliser le projet d'Info-Cancer, quand le comédien monolinguiste Yvon Deschamps a offert de présenter un spectacle (« Voyage dans le temps ») dont les profits seront entièrement versés à cette cause. Ce spectacle, dont la première partie mettra en vedettes les artistes Alain Lamontagne et Jean-Yves Bonneau, aura lieu le lundi, 5 décembre, au théâtre Félix-Leclerc, et les billets sont offerts à \$50 chacun. On peut obtenir ces billets au théâtre Félix-Leclerc, 1960 Masson (498-0467) ou à la Fondation québécoise du cancer, 1372 rue Sherbrooke est (au tél.: (514) 527-2194).

Pénurie grave de sang

Dans les hôpitaux de Montréal, plusieurs patients qui devaient subir des interventions chirurgicales importantes la semaine dernière et au début de cette semaine ont vu ces



Le fantaisiste Yvon Deschamps, que l'on voit ici en compagnie du Dr Pierre Audet-Lapointe, président de la Fondation québécoise du cancer, prête son nom et son talent à une campagne très spéciale pour le financement d'un centre Info-Cancer au Québec.

interventions reportées... parce que les banques de sang sont insuffisamment pourvues. La Croix rouge lance un appel à tous les donneurs potentiels, quel que soit leur groupe sanguin, et les invite à se rendre à son Centre permanent. Celui-ci est situé au 3131 Sherbrooke est, et il est ouvert de 8 h 30 à 20 h 30 tous les jours de la semaine.

Encan public pour l'I.N.C.A.

L'institut national canadien pour les aveugles, division du Québec, tient un encan public au cours duquel plus de 325 oeuvres d'artistes québécois et canadiens seront offertes (Cosgrove, Fortin, Lemieux, Leduc, Hurlubise, Barbeau, Ferron, etc). Le dimanche, 27 novembre, les oeuvres seront

exposées, de midi à 22 heures, à l'Hôtel le Centre Sheraton, 1201 rue Dorchester ouest, et les visiteurs pourront faire des « enchères silencieuses », c'est-à-dire inscrire le prix qu'ils sont prêts à offrir pour tel ou tel tableau (la pièce devant aller à l'auteur de la meilleure offre).

Le lundi, 28 novembre, de 19 heures à 23 heures, les tableaux restants feront l'objet d'un encan public, dans la salle de bal du même hôtel. Toutes les oeuvres ont été gracieusement données par leurs auteurs ou des collectionneurs, et tous les profits de cet encan spécial permettront à l'I.N.C.A. de maintenir un éventail complet de services pour les personnes aveugles.

ELLE CRAINT POUR SA VIE

Une femme refuse de témoigner contre l'homme accusé de l'avoir violée

■ OTTAWA (PC) — Une femme qui craint pour sa vie devra vraisemblablement répondre à une accusation d'outrage au tribunal après avoir refusé de témoigner contre un individu accusé de l'avoir violée il y a près de deux ans.

La femme, dont l'identité ne peut être révélée en vertu d'un article du Code criminel s'appliquant aux victimes d'agression sexuelle, a refusé de témoigner lundi au procès de Wayne Arthur Carson, âgé de 30 ans, qui a plaidé non coupable à une accusation de viol.

Le juge Joseph O'Brien, de la Cour suprême de l'Ontario, a fixé à lundi prochain l'audition de la cause de la jeune femme de 20 ans qui pourrait alors être accusée d'outrage à la magistrature.

C'est la seconde fois que la jeune femme refuse de prêter serment à titre de témoin. Elle avait également refusé de témoigner à l'enquête préliminaire d'un autre individu accusé en janvier 1982 de voies de fait. Toutefois, le procureur adjoint de la couronne, Me James Stewart, n'avait pas réclamé de sanction contre la jeune femme.

Quand Me Stewart lui a de nouveau demandé pourquoi elle refusait de prêter serment comme témoin, la femme a répondu: « J'ai peur pour ma vie, pour ma famille et pour ma sécurité ». Elle a refusé de répondre à d'autres questions et aucune preuve n'a été soumise démontrant que des menaces avaient été proférées à son endroit.

L'autre individu accusé de l'avoir violée a été relâché le mois dernier, lors de l'étape de l'enquête préliminaire présidée par le juge Robert Hutton, de la Cour provinciale, la présumée victime ayant refusé de témoigner contre l'accusé.

Mais cette même femme avait déjà témoigné à l'enquête préliminaire de Carson et des procédures ont été entamées contre lui lundi alors que la Couronne a lu les témoignages rendus à l'enquête préliminaire après quoi ils ont été versés au dossier.

Bien que le Code criminel ait été amendé et que l'accusation de viol y ait été remplacée par une multitude de clauses d'assaut sexuel, les accusations de viol portées avant que les amendements ne soient adoptés doivent suivre leur cours.

Le juge O'Brien a rejeté la requête de l'avocat de la défense qui avait réclamé l'abandon pur et simple des procédures pour son client parce que, à son avis, le procès constituait « un abus de procédures ». L'avocat Don Bayne a argué qu'il ne serait pas juste de procéder dans ce cas-là alors que le co-accusé dans cette même affaire de vio avait bénéficié d'un abandon des procédures. Il a également argué que la Couronne ayant omis de sévir contre la jeune femme pour son refus de témoigner contre le co-accusé, la couronne devrait faire de même dans ce cas-ci. Enfin, Me Bayne s'est objecté à ce que les témoignages recueillis à l'étape de l'enquête préliminaire de son client soient versés au dossier de Carson sous prétexte que cela violait la Charte des droits de la personne garantissant un procès juste, puisque la défense n'avait pas eu l'occasion de contre-interroger la femme lors de l'enquête préliminaire.

Le juge O'Brien a rejeté ce dernier argument en expliquant que la défense avait eu l'occasion de contre-interroger le témoin lors de l'enquête préliminaire bien qu'elle ne s'était pas prévalu de son privilège.

Le CPQ d'accord

■ Le Conseil du patronat du Québec est généralement d'accord avec le nouveau projet de loi sur les accidents du travail déposé hier après-midi à l'Assemblée nationale. Toutefois, le regroupement patronal exprime de nombreuses réserves. Le projet de loi réduit la contribution des employeurs à la Commission de santé et de sécurité du travail et diminue les avantages du régime actuel pour les victimes d'accidents ou de maladies professionnelles.

Presse canadienne

Une vraie **vente** à tout casser bat son plein!

C'est la belle affaire...  
**20% à 40%**  
 de rabais sur  
 un choix de  
 meubles  
 échantillons!

Vous aimez faire des trouvailles? Alors profitez-en! Nous avons rassemblé tout plein de meubles échantillons qui servaient de présentoirs et de décors dans les rayons. Nous vous les offrons à super rabais de 20% à 40%.

C'est fantastique! Venez voir les canapés, causeuses, fauteuils, les meubles de chambre à coucher, unités murales et meubles de salle à manger, les tables et plus encore... Avec ce choix extraordinaire et ces prix exceptionnels, c'est la trouvaille à coup sûr! Tous les meubles sont vendus tels quels. Pas tous les articles dans tous les magasins. Les choix en magasin peuvent différer des modèles photographiés ici.

Achats en magasin seulement.  
 Meubles, rayons 501, 507, 515, 519.  
 En vigueur jusqu'au 26 novembre.

## Roberts refuse de rencontrer les réfugiés du Bangladesh

OTTAWA — Le ministre de l'Emploi et de l'Immigration John Roberts ne voit pas la nécessité de recevoir les 34 réfugiés Bangladeshis qui mènent depuis six jours une grève de la faim à Montréal.

«Je ne crois pas que je doive encourager les gens à poser de tels gestes simplement pour me rencontrer», a dit hier M. Roberts lors d'une rencontre avec la presse au parlement. Ce serait injuste envers ceux qui n'utilisent pas des moyens aussi radicaux pour obtenir la révision de leur statut a-t-il expliqué.

**Gilles PAQUIN**  
de notre bureau d'Ottawa

Le ministre répondait ainsi pour la première fois aux 34 réfugiés du Bangladesh qui jeûnent depuis près d'une semaine dans un hospice désaffecté de la rue Notre-Dame dans le but de faire pressions sur le gouvernement fédéral.

En plus de réclamer une rencontre avec le ministre, les réfugiés veulent aussi qu'Ottawa cesse de fournir de l'aide à leur pays d'origine tant que la junte militaire au pouvoir n'aura pas aboli la loi martiale et libéré les prisonniers politiques.

### Une enquête

Préoccupé par leur situation M. Roberts a réclamé une enquête à son ministère. Il comptait d'ailleurs en recevoir les résultats en fin de journée hier.

Au début il semble que leur mouvement visait d'abord à protester contre la visite

du premier ministre Trudeau au Bangladesh, a dit M. Roberts, la question de leur statut n'est venue que plus tard.

«Je suis prisonnier de la loi (sur l'immigration) mise en place par le parlement a dit le ministre. Je ne peux la changer simplement parce qu'il sont mécontents même si je suis d'accord avec eux pour reconnaître qu'elle doit être modifiée».

«Je cherche les moyens d'expédier les choses dans le cadre de cette loi et j'ai demandé à mes fonctionnaires de le faire. J'étudie la question avec eux pour voir si on peut améliorer la situation» a-t-il dit.

Les Bangladeshis, comme plusieurs autres groupes de réfugiés, protestent particulièrement contre les lenteurs administratives de la Commission d'appel de l'immigration.

Cet organisme qui reçoit les demandes d'asile des réfugiés sans statut est débordé, il met de six mois à un an avant de répondre à une demande d'immigration.

Pour M. Roberts, céder aux pressions des grévistes viendrait miner le travail de la Commission et saper les institutions mises en place par le parlement. «Je ne suis pas tenté de briser ces institutions a-t-il conclu.»

Tout espoir n'est cependant pas perdu pour les grévistes puisque le ministre a laissé une porte ouverte en quittant les journalistes. «J'en discuterai avec les fonctionnaires avant de prendre une décision définitive», a-t-il dit.

## Ultime tentative du SUCO pour assurer sa survie



Pour quelle raison politique, le ministre des Affaires extérieures, Jean-Luc Pepin veut-il «fermer le SUCO»? C'est la question qu'a posée, hier, les dirigeants du Service universitaire canadien outre-mer (SUCO), après quatre mois d'interrogations, de négociations, de redressement budgétaire.

### FRANÇOIS FOREST

Il y a deux semaines, le ministre fédéral aux Affaires extérieures, Jean-Luc Pepin confirmait au SUCO, qu'en dépit de certaines corrections administratives, «partielles et tardives», cet organisme non gouvernemental, le SUCO, ne devrait plus compter sur des mises de fonds à compter d'avril 84.

Hier, le SUCO, encadré d'une batterie d'organismes communautaires, syndicaux et de coopération internationale, et brandissant un nouvel appui, celui de l'Assemblée des évêques du Québec, a demandé au premier ministre Pierre Trudeau d'intervenir personnellement contre

«l'acharnement» que manifeste l'Agence canadienne de développement international (ACDI) à vouloir définitivement mettre la clef dans la porte de la seule organisation québécoise de coopération internationale.

Depuis juillet dernier que le SUCO sait qu'il ne pourra dorénavant compter sur l'enveloppe fédérale (\$5,8 millions l'an dernier), ses dirigeants ont demandé, hier, au ministre responsable, Jean-Luc Pepin pour quelle raison (maintenant que l'organisme a pris sur lui, par restrictions budgétaires, de réduire de 72 p. cent le déficit de \$625 000) l'organisme devrait disparaître: «Ça ne paraît plus être une question administrative, mais bien politique. Et il faut savoir laquelle», a déclaré le directeur général, Alain Ambrosi.

En soulignant que le SUCO s'est quelques fois démarqué des thèmes de coopération internationale édictés par l'ACDI, M. Ambrosi a convenu que l'implication du SUCO dans des causes de libération nationale, en Afrique particulièrement, a peut-être brusqué certains gens et que cette image «a peut-être causé des problèmes au gouvernement canadien.»

Cette révélation est d'autant plus étonnante qu'en juillet dernier, en remettant sa démission, le directeur-général Jacques Jobin indiquait que les problèmes du SUCO n'étaient pas uniquement d'ordre administratif, mais qu'il y avait une perte du sens de la réalité (lire ici les co-opérants) au profit de l'analyse socio-politique militante ce qui, devait-il ajouter, n'est pas l'objectif du SUCO.

Selon M. Ambrosi, l'ACDI a très bien travaillé en laissant entendre que c'est uniquement pour des raisons administratives que le SUCO se voit maintenant sans ressources (300 employés): «Car, dit-il, en dépolitisant la question du SUCO pour la réduire à une simple mauvaise gestion, l'ACDI se donne le champ libre pour éventuellement éliminer tous les organismes non gouvernementaux, pas nécessairement d'accord avec le gouvernement fédéral et engagés dans des luttes. Pensons ici à ceux qui luttent pour la démillitarisation, par exemple.»

### Administration

Entre-temps, le conseil d'administration du SUCO a convenu que 12 postes seraient abolis à Montréal et que ceux de certains coopérateurs à l'étranger ne seraient pas renouvelés. Par ailleurs, les employés de Montréal et d'ailleurs ont convenu d'un gel des salaires, ce qui représenterait une économie de \$472 000.

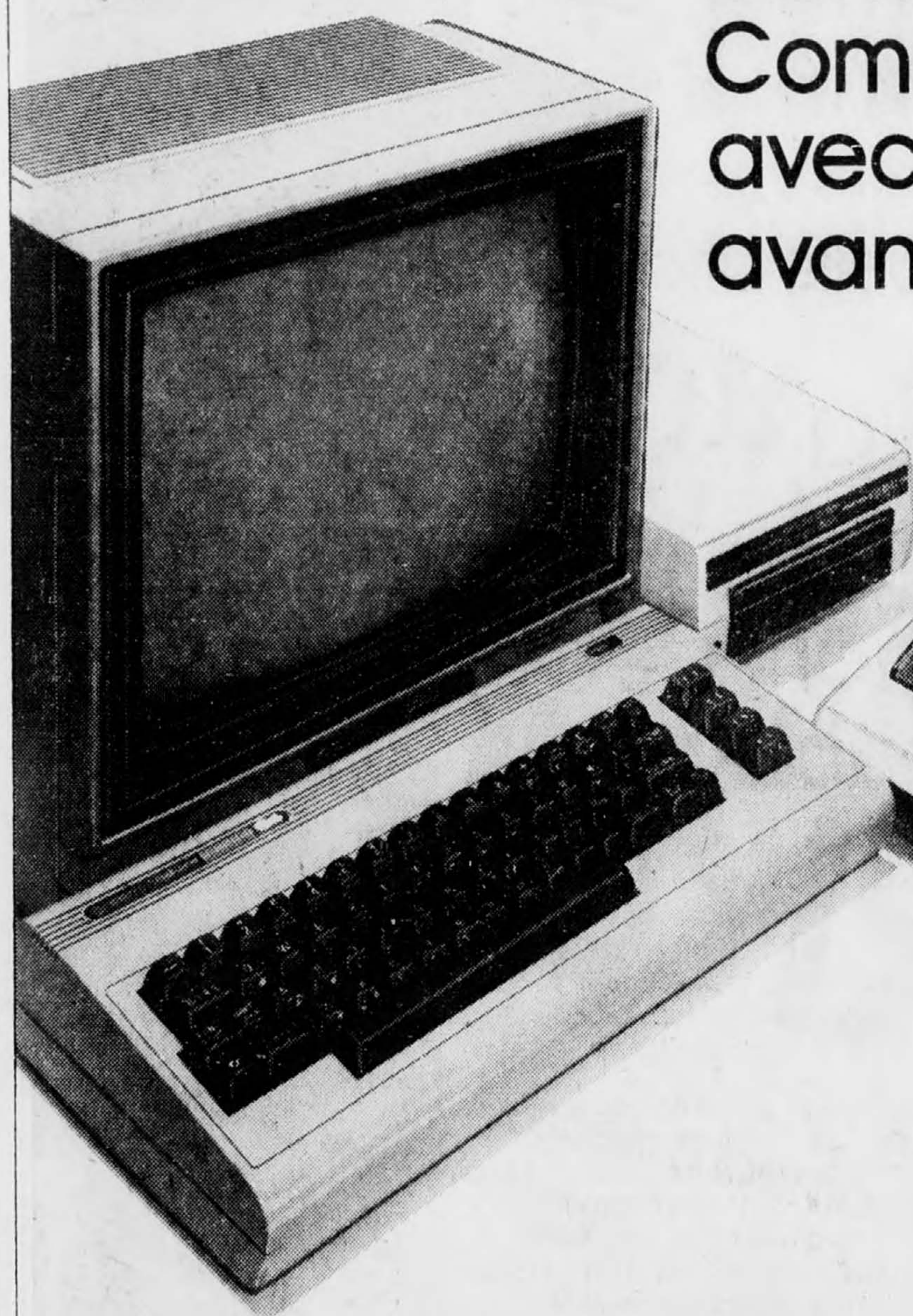
Si le SUCO ne semble guère croire à une volte-face du ministre Pepin sur ses intentions de mettre la clef dans la porte du SUCO et de conférer à d'autres le soin de remplir les engagements de ce dernier, il n'estime pas moins que le fédéral devrait permettre à l'organisme de vivre une année de transition qui lui donnerait la chance de se regrouper autour d'organismes qui seraient disposés à parrainer de nouveaux programmes. C'est ce que M. Ambrosi a qualifié de «nouveau SUCO», un SUCO qui serait exempt des subventions fédérales. «On ne met pas un point final à une expérience québécoise, vieille de vingt ans et qui a acquis une réputation internationale, simplement parce qu'on trouve un déficit élevé. Il y a une autre raison à cela et que le ministre prenne la responsabilité d'en faire un débat public.»

photo UPC  
Pourquoi Jean-Luc Pepin veut-il fermer le SUCO?



## Noël c'est...une ère nouvelle

### Composez votre Commodore avec nos prix avantageux!



À la Baie, nos prix intéressants vous permettent de composer votre propre ensemble Commodore! L'ordinateur et ses périphériques: de niveau professionnel pour s'adapter à vos besoins, mais assez simples pour qu'un enfant les utilise. Alors, pénétrez dans l'ère de l'ordinateur par la grande porte... avec le Commodore 64.

**L'ordinateur Commodore 64**  
C'est la pièce maîtresse de notre système! Avec ses 64000 octets de ROM et RAM, son langage Basic accessible. Visualisation de 40 colonnes sur 25 lignes et jusqu'à 256 caractères graphiques "sprites". Synthétiseur de son de trois voix sur 9 octaves. Sorties pour le moniteur, le composant monodisque, l'imprimante et les autres.

**399<sup>99</sup>** ch.

**Le composant monodisque que VIC-1541 Commodore**  
Le composant monodisque ou unité de disque utilise des minidisques souples de 13 cm pour transmettre les programmes logiciels à l'ordinateur, ceci à très grande vitesse. Cette unité enregistre et emmagasine dans sa mémoire propre vos programmes élaborés sur ordinateur. Chaque minidisque peut recevoir jusqu'à 170.000 caractères.

**399<sup>99</sup>** ch.

**L'écran-témoïn 1701 Commodore**  
Reproduisez les graphiques en 16 couleurs avec haute résolution. Mobilité des dessins, couleurs indépendantes d'avant-plan et d'arrière-plan. Facile à rattachier à l'ordinateur et à ajuster.

**399<sup>99</sup>** ch.

**L'imprimante VIC-1525 Commodore**  
Imprimez sur papier tout ce qui est affiché sur l'écran, les programmes, les données, les graphiques, avec cette imprimante à matrice de points. Elle imprime 30 caractères/seconde sur 80 colonnes. Se raccroche directement au Commodore 64.

**299<sup>99</sup>** ch.

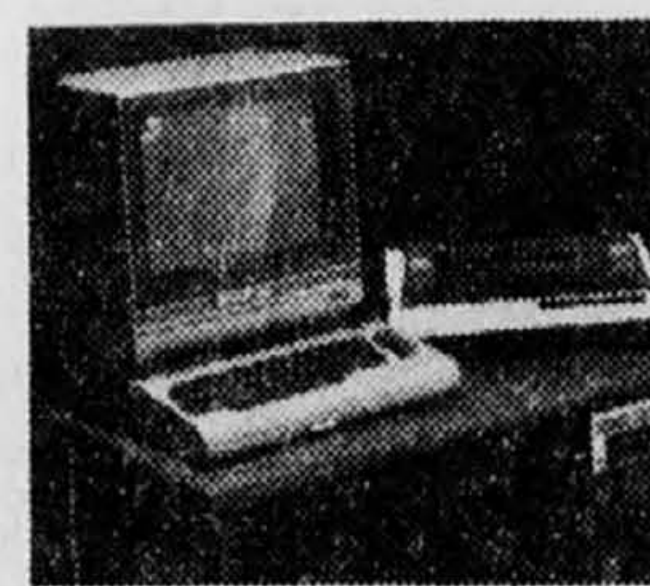


Table de travail  
**89<sup>99</sup>** ch.

Commandes téléphoniques: 842-6261. Électronique, rayon 693.



## La Manville est dénoncée

NEW YORK (UPI) — Des victimes de maladies reliées à l'amiante et leurs avocats ont dénoncé hier le projet de la Manville Corporation de se placer sous la protection de la loi fédérale sur les faillites.

«En vertu de ce plan», a déclaré James Amelin, représentant du local 33 des travailleurs de l'amiante, au Connecticut, «les victimes de l'amiante et leurs familles auront à se contenter de ce qui subsistera après que les banques et les créanciers privilégiés auront obtenu leur part entière.»

M. Amelin a souligné, lors d'une conférence de presse, qu'il appartenait à une troisième génération de travailleurs de l'amiante et que son père et son grand-père avaient tous deux succombé à l'amiante, suivis quelques années plus tard de sa sœur et de ses frères. «Ma famille entière a été anéantie», a-t-il dit.

La société Manville, une entreprise ayant son siège social à Denver, a fait valoir que les avocats obtenaient une trop forte part des règlements en cour et qu'ils faisaient obstacle à un règlement afin de protéger leurs profits.

Toutefois, M. Miles O'Malley, de la White Lung Association, a fait remarquer que ce qui importait avant tout était d'assurer la justice aux victimes de l'amiante, et a annoncé que son organisation allait demander un boycottage national des produits de la Manville Corporation. Cette entreprise fait actuellement l'objet de poursuites de la part de quelque 20.000 personnes affirmant qu'elles-mêmes ou des membres de leurs familles sont tombés malades après être entrés en contact avec des produits à base d'amiante manufacturés par cette compagnie.

## Mort de trois des sextuplés

BRUGES (AP) — Trois des sextuplés nés le 16 novembre en Belgique sont morts a-t-on fait savoir hier à l'hôpital St.Jean où les bébés, des prématurés de six mois et demi, avaient été placés dans des couveuses.

La troisième des petites filles est décédée hier. Ses sœurs étaient mortes au cours du week-end.

Par ailleurs, les responsables de l'hôpital ont fait savoir que les trois garçons restants sont dans un état critique.

A leur naissance, chacun des six bébés pesait en moyenne un kilo.

TOUT EN SOUHAITANT QU'IL SE POINTE LE PLUS TARDIVEMENT POSSIBLE

# La Ville de Laval est prête à affronter l'hiver

Pendant que dans les Laurentides, dans les Cantons de l'Est et dans les autres régions on pratique le ski, on souhaite avoir des chutes de neige abondantes d'ici à la fin de décembre,

## JEAN-PAUL CHARBONNEAU

les autorités municipales de Laval, elles, se croient les doigts en espérant que le temps doux va persister encore afin d'empêcher des précipitations importantes. Si la neige se fait rare jusqu'au 31

décembre, Laval gardera dans ses coffres une somme de \$1 700 000 provenant d'un budget de plus de \$5 millions consacré chaque année au déneigement.

Le montant qui ne sera pas utilisé sera versé au surplus budgétaire de la Ville qui sera dévoilé dans quelques semaines. Il semble que cet excédent global dépassera encore les \$10 millions.

Même si le temps des dernières journées évoque davantage le printemps que l'hiver qui approche, et que les édiles municipaux souhaitent le voir persister enco-

re longtemps, la deuxième ville du Québec est prête à affronter les misères de l'hiver. Elle annonce en effet que 500 travailleurs — 260 journaliers de la ville et 225 employés de l'entreprise privée — seront affectés au déneigement des 1 290 kilomètres de routes divisées en 113 parcours.

Pour garder ces artères praticables après chaque tempête, ces travailleurs auront à leur disposition 21 épanduses, 124 chasse-neige, 35 tracteurs-chargeurs, 29 souffleuses, 31 tracteurs à trottoir et 100 camions; de plus, on utilisera 20 000 tonnes de chlure

de sodium, 2 000 tonnes de pierre concassée et 5 000 tonnes de sable.

### Critères

La Ville rappelle à la population son modus operandi: lorsqu'il y aura une précipitation de 2,5 cm, les boulevards, les montées importantes et les voies de service des autoroutes seront déblayés; et dans le cas d'une chute de plus de 5 cm, les rues secondaires seront également nettoyées.

Les Lavallois peuvent s'attendre à ce qu'après une tempête de

neige de 15 cm et moins la ville soit entièrement déblayée environ 96 heures après la fin de la précipitation.

Afin de pouvoir atteindre ses objectifs, la Ville a décidé de mettre en application de manière rigoureuse son règlement sur le stationnement et la sécurité publique.

L'administration municipale demande donc à la population sa collaboration pour éliminer les principales nuisances à la bonne marche du déblaiement. Ces

nuissances sont: le stationnement illicite et la neige rejetée sur la voie publique.

La Ville évalue à \$100 000 l'économie pouvant être réalisée au budget du déneigement si les Lavallois et les déneigeurs engagés par les résidents apportent leur collaboration en ne jettant pas de la neige dans la rue.

Les infractions au règlement du stationnement et de la sécurité publique peuvent entraîner des amendes. Les frais de remorquage sont de \$30.

## Front commun

### contre le projet de décentralisation des organismes de loisirs

La Conférence des organismes régionaux de loisirs du Québec (CORLQ), organisme qui regroupe les 15 Conseils régionaux de loisirs du Québec (CRL), tout en préconisant la concertation, refuse carrément la proposition du ministre Gendron de créer dans chaque région des Conseils régionaux de concertation et d'intervention (CRCI).

#### GEORGES LAMON

C'est du moins la position prise par la Conférence des organismes régionaux de loisirs du Québec (CORLQ) à l'égard du livre blanc du ministre François Gendron relatif à la décentralisation des régions en matière de loisirs.

« Dans les régions, il y a un front commun contre le projet du ministre François Gendron, a précisé, hier, au cours d'une rencontre avec les journalistes, M. Michel Byette, vice-président exécutif de la CORLQ. À notre avis, ce n'est pas une bonne façon de parler de découpage régional. C'est un peu une crise de structure de la part du gouvernement du Québec. »

#### Les MRC entrent en jeu

Rappelons que le livre blanc du ministre Gendron intitulé « Le choix des régions », préconise d'abord, l'utilisation des Municipalités régionales de comtés (MRC) pour décentraliser les loisirs, ensuite la création des Conseils régionaux de concertation et d'intervention (CRCI) avec une structure de consultation, lesquels seraient subventionnés par l'État.

Rappelons également que le budget global des 15 organismes régionaux de loisirs s'élève à environ \$5,5 millions dont 75 p. cent sont subventionnés par l'État; le reste provenant des milieux autonomes cotisants.

Depuis le dépôt en juin 83 du livre blanc du ministre délégué à l'Aménagement et au Développement régional, le discours a, semble-t-il, beaucoup changé, les audiences publiques ont été reportées de la mi-septembre à la mi-novembre.

#### Une foire de déconcertation à rabais

Pour M. Byette, cette décentralisation préconisée par le document gouvernemental apparaît « davantage comme une foire de déconcertation à rabais ». Qui plus est, le CRCI n'est pas, à son avis, « une réponse satisfaisante à la concertation, la rendant plutôt obligatoire, la normalisant, la contrôlant ».

« Le loisir aurait pu devenir un exemple de décentralisation au sein des ministères, soutient la CORLQ dans son mémoire, malheureusement, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche a raté sa chance. C'est plutôt sous le signe des programmes normalisés, de subventions assujetties à des contrôles que s'effectuent les relations du ministère avec les municipalités et les régions. »

Quant au découpage régional, il devra être, selon la CORLQ, « issu de la volonté du milieu, puisque actuellement il est conforme et ne pose aucune interrogation ».

#### Nés de la volonté des gens

Pour M. Byette, il est absolument clair que les organismes actuels de loisirs régionaux sont nés de la volonté des gens des régions et, de ce fait, doivent le demeurer. M. Byette craint que le projet gouvernemental de décentralisation, ne sonne ni plus ni moins le glas des différents organismes de loisirs dans chacune des régions, en enlevant des pouvoirs aux Centres régionaux de loisirs (CRL) et en encadrant trop la concertation, la rendant ainsi stérile et inefficace.

Enfin, M. Byette est persuadé que l'unanimité du gouvernement Lévesque n'est pas encore faite sur toute cette question. Car, à son avis, entre la proposition et la création du CRCI, il y a encore une très grande marge. Certes, il existe une certaine volonté de l'appliquer, mais sans nécessairement apporter des solutions appropriées.

La consultation ministérielle commencera jeudi en Abitibi et dans l'Est du Québec, pour s'étendre ensuite à la Gaspésie et à la Côte-Nord.

## La colère gronde chez les surveillants routiers

Les surveillants routiers du ministère des Transports du Québec sont à nouveau en colère à la suite de la décision d'un tribunal d'arbitrage de leur accorder un salaire inférieur à celui des gardiens de prison pour les années 83, 84 et 85.

Les policiers du MTQ, qui gagnaient \$23 559 à la fin de 1981, ont vu leur salaire passer à \$25 497, soit \$510 de moins que les agents de correction.

Selon un porte-parole de la Fraternité des constables du ministère des Transports, la situation est d'autant plus inadmissible que les émoluments des gardiens de prison étaient de \$1 220 plus bas que les leurs, en 1981.

L'arbitre Germain Jutras prévoit par ailleurs que l'augmentation de salaire des policiers pour les années 84 et 85 sera de 1,5 p. cent moindre que l'indice du coût de la vie. La même clause s'applique dans le cas des gardiens de prison, mais sans la réduction de 1,5 p. cent.

Cette décision n'a rien pour remonter le moral des agents du ministère des transports, déjà fortement miné par les retards que met le gouvernement à statuer sur l'avenir de ce service, spécialisé dans la surveillance des camionneurs et des transporteurs routiers. On parle depuis plusieurs mois d'intégrer ce service à la Sûreté du Québec, de le placer sous l'autorité directe de la Commission des transports et même de l'abolir purement et simplement.

la Baie

# EXPO-MOBILE FOURRURES

de la Baie, St-Bruno,  
du jeudi 24 novembre au samedi 3 décembre!

Vaste collection à prix  
avantageux

Grâce à notre immense pouvoir d'achat et à notre expérience, nous sommes en mesure de vous faire profiter de super bons prix! Pour vos journées actives ou pour vos sorties élégantes, un vaste choix de superbes manteaux, blousons, boas et même de chapeaux vous attend. Mais hâtez-vous! L'Expo-mobile de fourrures se remettra en route le 3 décembre.

Voici quelques exemples tirés de notre collection:

- A. Raton laveur \$1599
- B. Renard bleu \$1099
- C. Vison allongé \$2299

Pourquoi acheter une fourrure à la Baie?

1. Notre responsabilité ne se limite pas seulement à la vente. Notre service après-vente comprend, à peu de frais, l'entreposage, l'assurance, la réparation et le nettoyage de votre fourrure. C'est important!
2. De plus, vous pouvez compter sur notre célèbre "garantie de satisfaction".
3. Si nous n'avons pas exactement ce qu'il vous faut, nous prendrons votre commande.
4. Avec nos 300 ans d'expérience dans le domaine de la fourrure, nous, à la Baie, sommes les plus anciens fourreurs au Canada; croyez-nous... vous pouvez nous faire confiance.

la Baie

MasterCard VISA